

N° 11-622-M au catalogue — N° 024

ISSN : 1705-690X

ISBN : 978-1-100-99320-1

Document de recherche

Série sur l'économie canadienne en transition

Dynamique des entreprises : dynamique de l'emploi résultant de la croissance et de la décroissance des entreprises au Canada, 2001 à 2009

par Anne-Marie Rollin

Division de l'analyse microéconomique

18^e étage, Immeuble R.-H. Coats, 100, promenade Tunney's Pasture
Ottawa, Ontario K1A 0T6

Téléphone : 1-800-263-1136



Statistique
Canada

Statistics
Canada

Canada

Comment obtenir d'autres renseignements

Toute demande de renseignements au sujet du présent produit ou au sujet de statistiques ou de services connexes doit être adressée à la Ligne info-médias, Division des communications et des services de bibliothèque, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, K1A 0T6 (téléphone : 613-951-4636).

Pour toute demande de renseignements au sujet de ce produit ou sur l'ensemble des données et des services de Statistique Canada, visiter notre site Web à www.statcan.gc.ca. Vous pouvez également communiquer avec nous par courriel à infostats@statcan.gc.ca ou par téléphone entre 8 h 30 et 16 h 30 du lundi au vendredi aux numéros suivants :

Centre de contact national de Statistique Canada

Numéros sans frais (Canada et États-Unis) :

Service de renseignements	1-800-263-1136
Service national d'appareils de télécommunications pour les malentendants	1-800-363-7629
Télécopieur	1-877-287-4369

Appels locaux ou internationaux :

Service de renseignements	1-613-951-8116
Télécopieur	1-613-951-0581

Programme des services de dépôt

Service de renseignements	1-800-635-7943
Télécopieur	1-800-565-7757

Renseignements pour accéder au produit

Le produit n° 11-622-M au catalogue est disponible gratuitement sous format électronique. Pour obtenir un exemplaire, il suffit de visiter notre site Web à www.statcan.gc.ca sous « Notre organisme » cliquez sur Plan du site > Statistiques et études > et sélectionnez « Publications ».

Normes de service à la clientèle

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois. À cet égard, notre organisme s'est doté de normes de service à la clientèle qui doivent être observées par les employés lorsqu'ils offrent des services à la clientèle. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec Statistique Canada au numéro sans frais 1-800-263-1136. Les normes de service sont aussi publiées dans le site www.statcan.gc.ca sous « Notre organisme » cliquez sur À propos de nous > Notre organisme > et sélectionnez « Offrir des services aux Canadiens ».

L'économie canadienne en transition

L'économie canadienne en transition est une série de nouveaux documents analytiques qui examinent les dynamiques du changement industriel présent dans l'économie canadienne. Cette nouvelle série offre aux utilisateurs des documents de recherche cohérents, sur une grande variété de perspectives empiriques de la structure industrielle de l'économie en mutation. Ces perspectives comprennent les dynamiques de la productivité, de la rentabilité, de l'emploi, de la production, de la structure professionnelle et de la géographie industrielle. Les lecteurs sont incités à correspondre avec les auteurs pour faire part de leurs commentaires, critiques et suggestions.

Tous les documents de recherche de la série **L'économie canadienne en transition** font l'objet d'un processus de révision institutionnelle et d'évaluation par les pairs afin de s'assurer de leur conformité au mandat confié par le gouvernement à Statistique Canada en tant qu'organisme statistique et de leur pleine adhésion à des normes de bonne pratique professionnelle, partagées par la majorité.

Les documents de cette série comprennent souvent des résultats provenant d'analyses statistiques multivariées ou d'autres techniques statistiques. Il faut noter que les conclusions de ces analyses sont sujettes à des incertitudes dans les estimations énoncées.

Le niveau d'incertitude dépendra de plusieurs facteurs : de la nature de la forme fonctionnelle de l'analyse multivariée utilisée; de la technique économétrique employée; de la pertinence des hypothèses statistiques sous-jacentes au modèle ou à la technique; de la représentativité des variables prises en compte dans l'analyse; et de la précision des données employées. Le processus de la revue des pairs vise à garantir que les articles dans les séries correspondent aux normes établies afin de minimiser les problèmes dans chacun de ces domaines.

Dynamique des entreprises : dynamique de l'emploi résultant de la croissance et de la décroissance des entreprises au Canada, 2001 à 2009

Anne-Marie Rollin

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada

© Ministre de l'Industrie, 2012

Tous droits réservés. L'utilisation de la présente publication est assujettie aux modalités de l'entente de licence ouverte de Statistique Canada

(<http://www.statcan.gc.ca/reference/copyright-droit-auteur-fra.htm>).

juin 2012

N° 11-622-M au catalogue, n° 024

Périodicité : hors série

ISSN 1705-690X


ISBN 978-1-100-99320-1

Ottawa

This publication is available in English (Catalogue no. 11-622-M, no. 024).

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population, les entreprises, les administrations canadiennes et les autres organismes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques précises et actuelles.



Remerciements

L'auteure remercie Leonard Landry d'avoir répondu à ses questions au sujet des données ainsi que John Baldwin pour son aide et ses observations perspicaces lors de la rédaction du présent document.

Signes conventionnels


Les signes conventionnels suivants sont employés dans les publications de Statistique Canada :

- . indisponible pour toute période de référence
- .. indisponible pour une période de référence précise
- ... n'ayant pas lieu de figurer
- 0 zéro absolu ou valeur arrondie à zéro
- 0^s valeur arrondie à 0 (zéro) là où il y a une distinction importante entre le zéro absolu et la valeur arrondie
- ^p provisoire
- ^r révisé
- x confidentiel en vertu des dispositions de la Loi sur la statistique
- E à utiliser avec prudence
- F trop peu fiable pour être publié
- * valeur significativement différente de l'estimation pour la catégorie de référence ($p < 0,05$)



Table des matières

Résumé.....	5
Sommaire	6
1 Introduction.....	7
2 Données et méthodologie	9
3 Analyse.....	11
3.1 Création et suppression d'emplois	12
3.2 Redistribution des emplois et roulement de l'emploi.....	13
3.3 Le rôle des entreprises demeurées en activité	14
3.4 Analyse sectorielle et sous-sectorielle.....	18
3.5 Taille de l'entreprise	23
4 Conclusion	26
Bibliographie.....	28



Résumé

Le présent document porte sur les variations annuelles de l'emploi dans le secteur canadien des entreprises de 2001 à 2009. Cette période comprend une période d'expansion (2001 à 2008), suivie d'une récession (2008-2009). Les données au niveau de l'entreprise sont utilisées pour décomposer la variation annuelle nette de l'emploi en création brute et suppression brute d'emplois, ce qui permet de mesurer la taille de la redistribution annuelle totale des emplois. Ces mesures du renouvellement de l'emploi sont comparées d'une industrie et catégorie de taille d'entreprise à l'autre.

D'autres études sur les dynamiques industrielles et les dynamiques du marché du travail sont disponibles dans le module Mise à jour sur l'analyse économique (www.statcan.gc.ca/analyseeconomique).



Sommaire


Après l'an 2000, l'économie canadienne a connu une croissance substantielle et soutenue jusqu'à ce qu'elle entre en récession à la fin de 2008. Entre 2001 et 2008, l'emploi dans le secteur des entreprises a augmenté à un taux annuel moyen de 1,8 %. En 2009, toutefois, par suite de la crise financière mondiale, l'emploi dans le secteur canadien des entreprises a diminué de 3,2 %.

Cependant, la variation nette de l'emploi masque l'ampleur de la turbulence constante sur le marché du travail au fur et à mesure que certaines entreprises réduisent leurs activités, même en période de croissance, tandis que d'autres prennent de l'expansion, même en période de récession. Un examen du rôle de la création d'entreprises, des entreprises en croissance et en déclin, et de la disparition (ou sortie) d'entreprises durant chaque année d'expansion et de récession brosse un tableau plus complet de la situation.

Fondé sur les données sur l'emploi au niveau de l'entreprise, le présent document donne un aperçu de l'ampleur des changements qui sous-tendent les chiffres nets sur l'emploi. Les variations annuelles nettes de l'emploi sont décomposées en création brute d'emplois et suppression brute d'emplois, ce qui permet de mesurer la redistribution des emplois et la redistribution excédentaire des emplois, globalement, selon l'industrie et selon la catégorie de taille d'entreprise. On examine également les tendances des parts de l'emploi dans les diverses industries et les catégories de taille d'entreprise.

Plusieurs conclusions se dégagent au sujet de la période allant de 2001 à 2009 au Canada :

- Comme dans d'autres pays, la création et la suppression d'emplois ont été très supérieures à la croissance nette de l'emploi.
- De façon analogue à la situation dans d'autres pays également, la suppression d'emplois a été plus sensible que la création d'emplois aux cycles économiques.
- Comme aux États-Unis, les taux annuels de création et de suppression d'emplois ainsi que de redistribution des emplois ont affiché une tendance à la baisse.
- Les entreprises existantes qui étaient en expansion ont créé plus d'emplois que les entreprises entrantes. Les entreprises existantes qui étaient en décroissance ont supprimé plus d'emplois que les entreprises sortantes, même durant la récession de 2008-2009.
- Étant donné la volatilité considérable de la croissance nette de l'emploi des grandes entreprises au cours du cycle économique, la contribution relative des petites et grandes entreprises à la création nette d'emplois a fluctué chaque année.
- La part de l'emploi dans les entreprises comptant moins de 50 employés a augmenté légèrement aux dépens des entreprises de taille moyenne (comptant de 100 à moins de 500 employés).
- La taille moyenne des entreprises a diminué, de même que la taille des entreprises nouvellement créées et des entreprises sortantes.



1 Introduction

Le nombre net d'emplois créés ou supprimés dans une économie — l'indicateur qui fait les manchettes — est le résultat de la croissance de certaines entreprises et du déclin d'autres. Ces flux d'emplois se cachent derrière le nombre net d'emplois créés et brossent un tableau plus nuancé de la situation sur le marché du travail, montrant — par exemple, si la suppression d'emplois existants ou l'absence de création d'emplois ralentit la croissance nette de l'emploi. Une analyse des types d'entreprises (p. ex., petites ou grandes) dans lesquelles l'emploi fluctue le plus à un moment donné nous permet de mieux comprendre les forces qui sous-tendent les tendances de la croissance nette de l'emploi.

Dans leur étude des flux d'emplois dans le secteur américain de la fabrication de 1973 à 1988 (période marquée par trois récessions aux États-Unis), Davis et coll. (1996) formulent plusieurs observations clés. Premièrement, ils constatent que les taux de création et de suppression d'emplois étaient beaucoup plus élevés que le taux de croissance nette de l'emploi, tendance qui s'observe dans de nombreux pays et dans diverses industries et catégories de taille d'entreprise (Haltiwanger et coll., 2010; Baldwin, 1995). Deuxièmement, la suppression d'emplois est plus cyclique que la création d'emplois — en période de récession, l'intensification de la suppression d'emplois est habituellement plus grande que le ralentissement de la création d'emplois. Troisièmement, leur analyse selon la taille de l'entreprise révèle que les taux tant de création que de suppression d'emplois sont plus élevés dans les petites entreprises que dans les grandes entreprises.

La plupart des travaux sur les flux d'emplois au Canada ont été effectués au cours des années 1990 et portaient sur le secteur de la fabrication (Baldwin et Gorecki, 1990; Baldwin, 1995; Baldwin et Picot, 1995; Baldwin et coll., 1998). Les propriétés des flux d'emplois aux États-Unis décrites par Davis et coll. (1996) ont été observées également au Canada (Baldwin et coll., 1998; Baldwin et Picot, 1995). Une étude plus récente de la création et de la suppression d'emplois au Canada a été effectuée par Balakrishnan (2008) mais elle présente des données seulement jusqu'à 2004. Une mise à jour est justifiée étant donné que le cycle économique a atteint un sommet mais aussi connu un creux au cours de la deuxième moitié de la décennie. De 2001 à septembre 2008, l'économie canadienne a continué à croître. Toutefois, en octobre 2008, l'emploi ainsi que la production ont commencé à diminuer, tombant à leur niveau le plus bas à la mi-année 2009 (Cross, 2011).

Deux questions principales sont posées dans le présent rapport. Premièrement, quel a été le récent profil des flux d'emplois au Canada et des tendances précises se sont-elles dégagées au cours de la dernière décennie? Deuxièmement, quels types d'entreprises ont été les plus touchées par la récession de 2008-2009?

Pour un tel examen des flux d'emplois, il faut disposer de microdonnées longitudinales qui font le suivi du niveau d'emploi des entreprises au fil du temps. L'auteure du présent document s'appuie sur les données du Programme d'analyse longitudinale de l'emploi (PALE) de Statistique Canada pour analyser la dynamique annuelle de l'emploi dans le secteur canadien des entreprises de 2001 à 2009, soit durant la période d'expansion de 2001 à 2008 et la

récession de 2008-2009. Étant donné que la croissance de l'emploi entre 2007 et 2008, mesurée annuellement, est positive, l'année 2008 est comprise dans la période d'expansion.

On décompose la croissance nette de l'emploi en création brute et suppression brute d'emplois afin de mesurer l'ampleur de la redistribution des emplois et des mouvements de l'emploi. Ces mesures des flux d'emplois sont présentées pour l'ensemble du secteur des entreprises ainsi que selon l'industrie et selon la catégorie de taille d'entreprise.



2 Données et méthodologie

L'information dans la base de données du PALE est produite à partir des états annuels de la rémunération payée (feuilles T4) que les entreprises canadiennes sont tenues de remettre à leurs employés dont la rémunération est supérieure à 500 \$ ou si elles ont effectué des retenues sur la paye, par exemple au titre de l'impôt sur le revenu, du Régime de pensions du Canada ou de l'assurance-emploi. Le PALE englobe les entreprises constituées et non constituées en société qui distribuent au moins un feuillet T4 une année civile donnée. Le niveau d'emploi de ces entreprises est mesuré et suivi annuellement.

Les données sur l'emploi dans le PALE sont disponibles sous forme d'unités moyennes de main-d'œuvre (UMM) ou d'unités individuelles de main-d'œuvre (UIM). Les UMM sont calculées en divisant la masse salariale annuelle d'une entreprise par les gains annuels moyens d'un travailleur type dans l'industrie, la province et la catégorie de taille de l'entreprise. Ces gains annuels moyens sont tirés de l'Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail, une enquête mensuelle de Statistique Canada. La mesure de l'emploi d'une entreprise exprimée en UMM augmente ou diminue d'une année à l'autre selon les modifications apportées aux pratiques de l'entreprise (nombre de travailleurs, salaire horaire et nombre moyen d'heures par travailleur) et selon la tendance des gains moyens dans l'industrie, la province et la catégorie de taille de l'entreprise (les gains annuels moyens du groupe, qui sont fonction du salaire et des heures). Lorsqu'elle est exprimée en UMM, la mesure de l'emploi des entreprises qui payent des salaires plus faibles est généralement inférieure à une mesure fondée sur un simple décompte des effectifs, comme l'UIM, qui est le nombre total de personnes ayant reçu un feuillet T4. Si des personnes reçoivent plus d'un feuillet T4, leur UIM est affectée aux employeurs proportionnellement aux salaires reçus de ces employeurs. Dans la présente analyse, l'UMM est utilisée parce qu'elle saisit à la fois le nombre d'emplois et leur qualité mesurée par le salaire relatif versé et les heures travaillées.

La population d'entreprises varie au fil du temps en raison des créations et disparitions d'entreprises ainsi que des fusions et acquisitions (F et A). Lorsqu'une entreprise achète ou vend certains de ses établissements à une autre entreprise, le niveau d'emploi de ces deux entreprises change d'une année à l'autre en partie en raison du changement de propriétaire. Les variations de l'emploi enregistrées dans le PALE sont corrigées pour tenir compte de certaines activités de F et A, plus particulièrement les créations et les disparitions d'entreprises attribuables aux F et A¹. Le suivi de la main-d'œuvre est utilisé pour examiner toutes les créations et les disparitions d'entreprises afin de supprimer les apparitions et les disparitions qui résultent de fusions ou de dessaisissements (Baldwin et coll., 1992). Lorsque de fausses créations ou disparitions sont décelées, la structure de l'entreprise l'année où la transaction a lieu est appliquée à l'année précédente, de sorte que l'emploi l'année précédente est représenté comme si l'entreprise était dotée alors de sa structure actuelle. L'industrie à laquelle l'entreprise est affectée est son industrie dominante l'année finale.

1. Le fichier du PALE ne permet pas de quantifier la croissance due à l'acquisition ou au dessaisissement partiel d'entreprises—seules les acquisitions ou dessaisissements d'entreprises entières sont identifiables.

Bien que le PALE englobe l'ensemble des industries dans l'économie, le secteur public (ou non commercial) est exclu de la présente étude. Étant donné que les organismes dans ce secteur ne visent pas nécessairement à maximiser leurs profits, on s'attend à ce que la dynamique de l'emploi dans leur cas diffère de celle des entreprises du secteur privé².

Les entreprises sont regroupées selon l'une des six catégories de dynamique de l'emploi : création, réapparition, croissance, stabilité, déclin et disparition (ou sortie). Les entreprises qui entrent sur le marché du travail sont classées comme entreprises nouvellement créées si on ne peut trouver aucun antécédent d'emploi pour l'une quelconque de leurs parties constituantes. Les réapparitions sont les entreprises sans employés l'année précédente mais qui ont eu des employés à un moment donné dans le passé. Les entreprises en croissance, stables et en déclin sont les entreprises qui demeurent en activité ayant des employés l'année précédente ainsi que l'année courante. Elles sont classées selon que leur effectif a augmenté, est demeuré stable ou a diminué entre ces deux années : a) 1 UMM ou plus pour les entreprises en croissance; b) entre -1 UMM et 1 UMM pour les entreprises stables; c) -1 UMM ou moins pour les entreprises en déclin. Les disparitions (ou sorties) sont les entreprises ayant des employés l'année précédente mais n'en ayant pas l'année courante.

Lorsqu'on examine les distributions des tailles d'entreprise pour une année donnée, on utilise la taille de l'entreprise en l'année en question (l'année finale). Toutefois, lorsqu'on examine la variation de l'emploi selon la taille de l'entreprise, on utilise la moyenne de la taille de l'entreprise l'année précédente et l'année finale. Cette méthode, qui consiste à établir la taille de l'entreprise selon la taille moyenne, a des propriétés souhaitables comparativement à l'établissement de la taille selon la taille de référence et selon la taille de fin (Okolie, 2004).

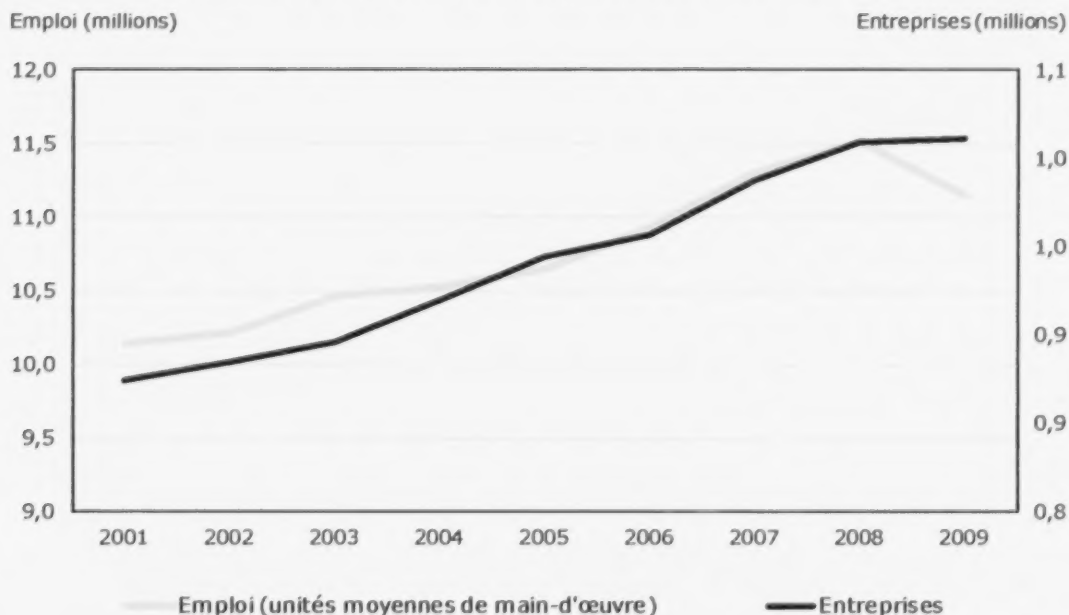
2. Les codes du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord suivants sont exclus : 5211, 6111 à 6113, 6211, 6214, 6219, 6221 à 6244, 8131 à 8141, et 9111 à 9191.

3 Analyse

Au cours de la période de 2001 à 2008, l'emploi total a augmenté chaque année au taux moyen de 1,8 %. Toutefois, en 2009, en conséquence de la crise financière mondiale, le secteur canadien des entreprises a employé environ 369 000 personnes de moins qu'en 2008, ce qui représente une baisse de 3,2 % (graphique 1). Le nombre d'entreprises a augmenté de 2001 à 2009, la hausse globale s'établissant à 15,7 %. Même en 2009, tandis que l'emploi diminuait, le nombre d'entreprises a continué d'augmenter, quoique plus modérément que dans les années précédentes, ce qui a entraîné une diminution de la taille moyenne de l'entreprise (tableau 1). La taille moyenne de l'entreprise avait également diminué entre 2001 et 2008, mais cette diminution était attribuable à l'augmentation plus rapide du nombre d'entreprises (15,5 %) que du nombre d'emplois (13,5 %).

Graphique 1

Nombre d'entreprises et emploi dans le secteur des entreprises, 2001 à 2009



Source : Statistique Canada, Programme d'analyse longitudinale de l'emploi, 2001 à 2009.

Tableau 1**Taille moyenne de l'ensemble des entreprises, des entreprises nouvellement créées et des entreprises sortantes, 2001 à 2009**

Année	Emploi		
	Ensemble des entreprises	Entreprises nouvellement créées	Entreprises sortantes
	unités moyennes de main-d'œuvre		
2001	11,59	2,23	2,52
2002	12,14	2,27	2,39
2003	12,12	2,18	2,14
2004	11,56	1,89	1,52
2005	11,38	1,79	1,37
2006	11,40	2,06	1,56
2007	11,47	1,42	1,45
2008	11,38	1,52	1,41
2009	11,00	1,38	1,52

Source: Statistique Canada, Programme d'analyse longitudinale de l'emploi, 2001 à 2009.

3.1 Création et suppression d'emplois

La croissance nette de l'emploi est le résultat de la création brute et de la suppression brute d'emplois, soit les emplois créés par les entreprises nouvellement créées et les entreprises en croissance et ceux supprimés par les entreprises sortantes et en déclin. La variation nette de l'emploi total masque une turbulence considérable dans l'économie au fur et à mesure de l'apparition, de la disparition, de la croissance et du déclin des entreprises.

Conformément à la littérature, les taux de création brute et de suppression brute d'emplois au Canada au cours de cette période ont été nettement supérieurs aux taux de croissance nette de l'emploi (graphique 2, tableau 2). Par exemple, la croissance nette de l'emploi de 1,4 % observée en 2001 a été attribuable à une augmentation de 13,5 % des emplois dans les entreprises nouvellement créées et les entreprises en croissance, et à une perte de 12,1 % d'emplois dans les entreprises sortantes et en déclin. Toutefois, durant la période d'expansion de 2001 à 2008, la création brute d'emplois et la suppression brute d'emplois ont toutes deux affiché une tendance à la baisse³.

Les variations d'une année à l'autre montrent si les variations nettes sont attribuables à la création d'emplois ou à la suppression d'emplois dans l'économie, ou aux deux. Par exemple, la diminution nette enregistrée en 2004 a été attribuable uniquement à un ralentissement de la création d'emplois, puisque la suppression d'emplois a légèrement diminué. Entre 2005 et 2007, toutefois, l'augmentation nette a été le fait principalement de la suppression d'un plus petit nombre d'emplois.

Les récessions ont tendance à avoir des répercussions plus importantes sur la suppression brute d'emplois que sur la création brute d'emplois. Au cours de la récession de 2008-2009, l'augmentation du taux de suppression d'emplois (+3.2 points de pourcentage) a été supérieure à la diminution du taux de création d'emplois (-1.9 points de pourcentage)⁴.

La suppression brute d'emplois a été plus importante en 2009 qu'en l'une des quelconques années précédentes au cours de cette période. En effet, en 2009, les entreprises sortantes et en déclin ont été à l'origine d'une plus grande variation de l'emploi (-1,4 million) que les entreprises nouvellement créées et celles en expansion (+1,1 million). Par conséquent, la

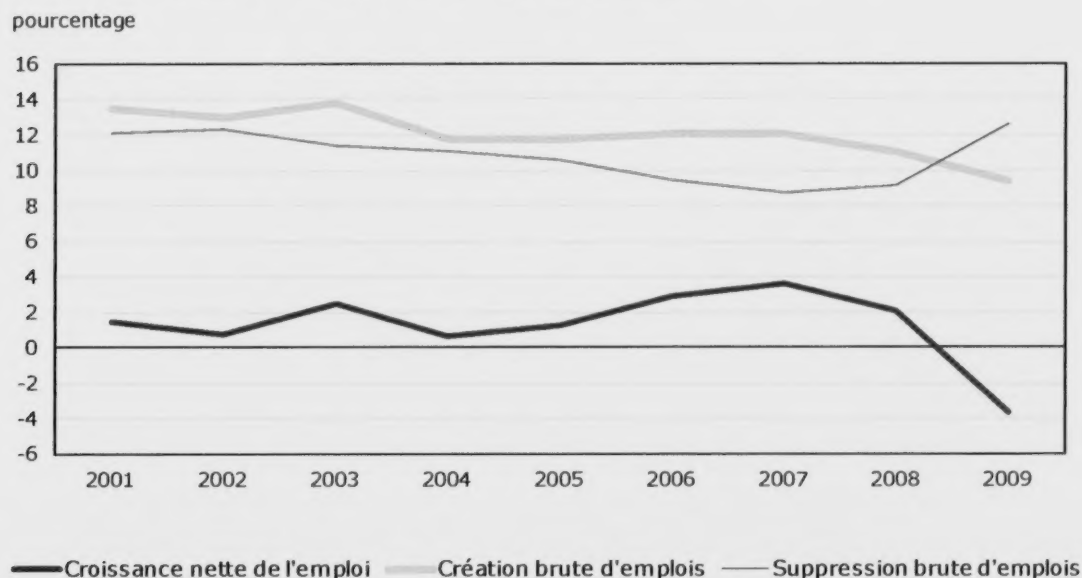
3. La tendance à la baisse de la suppression brute d'emplois est cohérente avec la diminution du taux de mise à pied permanente observée par Morissette et coll. (2011).

4. Les États-Unis, ont connu une réduction de la création d'emplois sans précédent lors de la récession de 2008-2009, parallèlement à la forte poussée habituelle de la suppression d'emplois (Haltiwanger et coll., 2011).

croissance nette de l'emploi a été négative pour la première fois au cours de la décennie, soit une perte nette de 369 000 emplois.

Graphique 2

Flux annuels d'emplois en pourcentage, 2001 à 2009



Note: Le dénominateur est l'emploi moyen l'année précédente et l'année courante.

Source: Statistique Canada, Programme d'analyse longitudinale de l'emploi, 2001 à 2009.

Tableau 2

Flux annuels d'emplois en pourcentage, 2001 à 2009

	Croissance nette de l'emploi	Création brute d'emplois	Suppression brute d'emplois	Redistribution des emplois	Redistribution excédentaire des emplois
	pourcentage				
2001	1,4	13,5	12,1	25,7	24,3
2002	0,7	13,0	12,3	25,3	24,6
2003	2,5	13,8	11,4	25,3	22,8
2004	0,6	11,7	11,1	22,7	22,1
2005	1,2	11,7	10,6	22,4	21,2
2006	2,9	12,1	9,4	21,5	18,6
2007	3,6	12,0	8,7	20,7	17,1
2008	2,1	11,0	9,1	20,1	18,0
Moyenne, 2001 à 2008	1,9	12,3	10,6	22,9	21,1
2009	-3,7	9,4	12,6	22,0	18,4

Note: Le dénominateur est l'emploi moyen l'année précédente et l'année courante.

Source: Statistique Canada, Programme d'analyse longitudinale de l'emploi, 2001 à 2009.

3.2 Redistribution des emplois et roulement de l'emploi

Le taux de redistribution des emplois est la somme des taux de création brute et de suppression brute d'emplois. Durant la période d'expansion de 2001 à 2008, le taux de redistribution des emplois a diminué progressivement, passant de 25,7 % à 20,1 % (tableau 2). Autrement dit, il y a eu moins de restructurations de la main-d'œuvre vers la fin de la période d'expansion : un emploi sur quatre a été soit créé, soit supprimé en 2001, comparativement à un emploi sur cinq

en 2008. Une tendance semblable a été observée aux États-Unis au cours des 30 dernières années (Haltiwanger et coll., 2011).

La redistribution excédentaire des emplois est la répartition des emplois au-delà de celle attribuable à la seule croissance nette de l'emploi. Il s'agit d'une mesure du roulement brut sur le marché du travail et elle est calculée par soustraction du taux de croissance net du taux de redistribution des emplois (Davis et coll., 1996). Un ralentissement de la redistribution excédentaire des emplois au cours de la période d'expansion a pris fin en 2007.

3.3 Le rôle des entreprises demeurées en activité

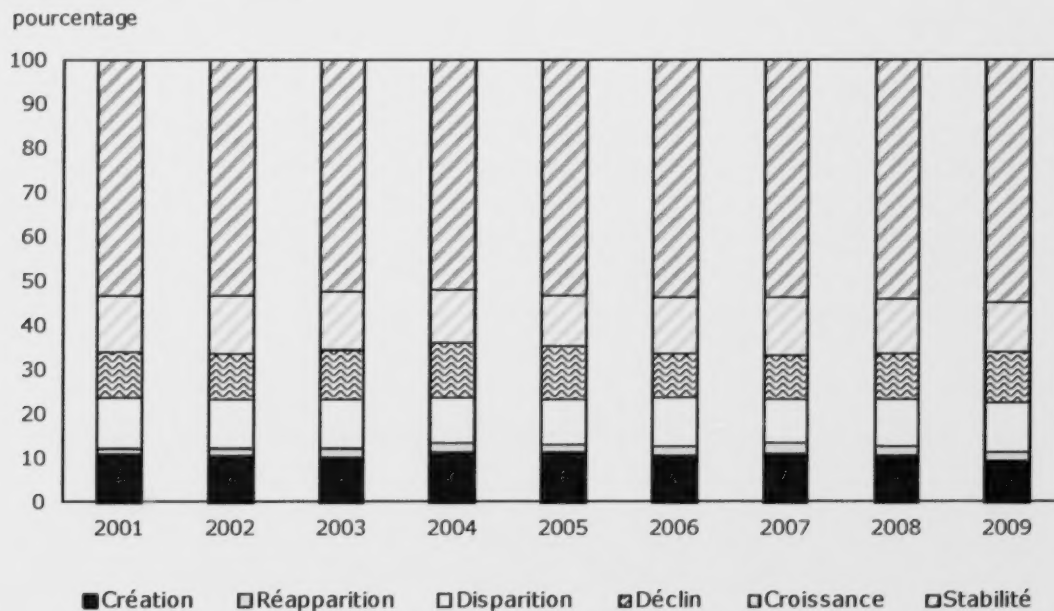
De 2001 à 2009, la distribution en pourcentage des entreprises dans les six catégories de dynamique de l'emploi est généralement demeurée la même (graphique 3). En moyenne, 53 % des entreprises ont été stables, c'est-à-dire que leur emploi a varié de moins de 1 UMM d'une année à l'autre. Les créations, les disparitions, les entreprises en déclin et les entreprises en croissance représentaient dans chaque cas environ 11 % des entreprises. Les 2 % restants étaient des réapparitions.

Les créations et disparitions d'entreprises ont été responsables de parts relativement petites de la création et de la suppression d'emplois, respectivement. En moyenne, durant cette période, 16 % de la création d'emplois a été attribuable aux entreprises nouvellement créées (graphique 4) et 17 % de la suppression d'emplois a été attribuable aux disparitions d'entreprises (graphique 5). Ces pourcentages sont nettement inférieurs à la fourchette de 30 % à 40 % observée par Haltiwanger et coll. (2010) dans 16 économies développées et émergentes. Une partie de la différence peut tenir à la façon dont l'emploi est mesuré⁵.

5. La mesure de l'emploi exprimée en UMM sous-estime l'emploi des entreprises qui sont actives durant une partie de l'année seulement. Cette limite des données est potentiellement plus importante pour les entreprises créées à la fin d'une année civile et les entreprises sortant durant les premiers mois de l'année.

Graphique 3

Distribution en pourcentage des entreprises, selon la catégorie de dynamique de l'emploi, 2001 à 2009

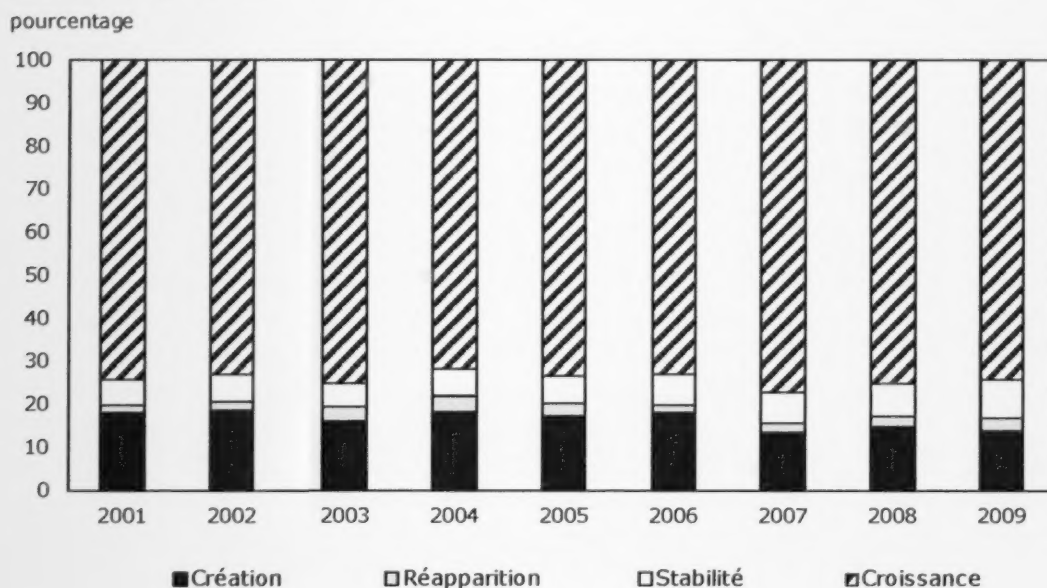


Note: Le dénominateur comprend toutes les entreprises qui contribuent à la dynamique de l'emploi, soit les entreprises ayant des employés l'année précédente ou l'année courante.

Source: Statistique Canada, Programme d'analyse longitudinale de l'emploi, 2001 à 2009.

Graphique 4

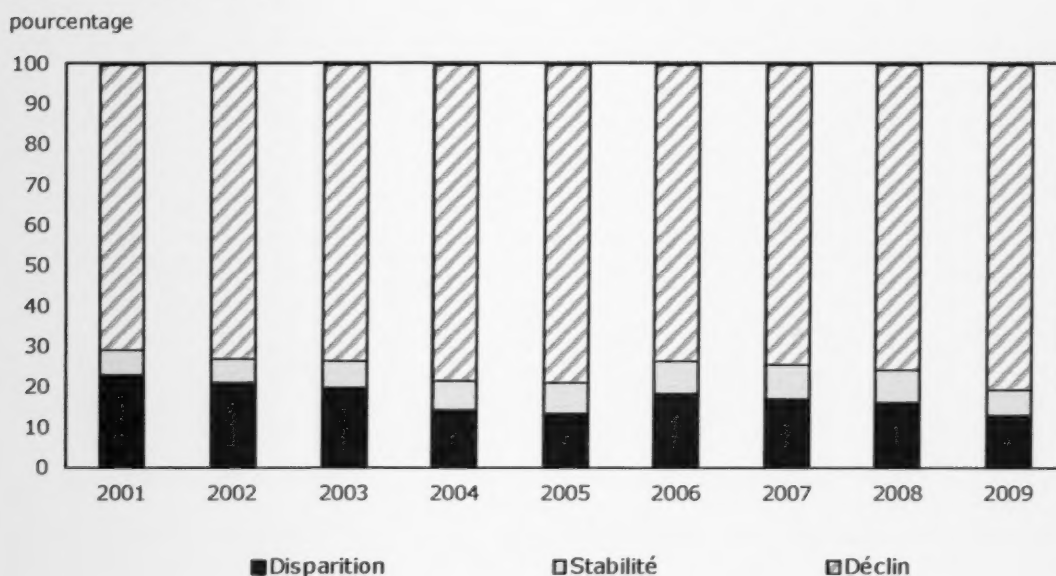
Part de la création brute d'emplois, selon la catégorie de dynamique de l'emploi, 2001 à 2009



Source: Statistique Canada, Programme d'analyse longitudinale de l'emploi, 2001 à 2009.

Graphique 5

Part de la suppression brute d'emplois, selon la catégorie de dynamique de l'emploi, 2001 à 2009



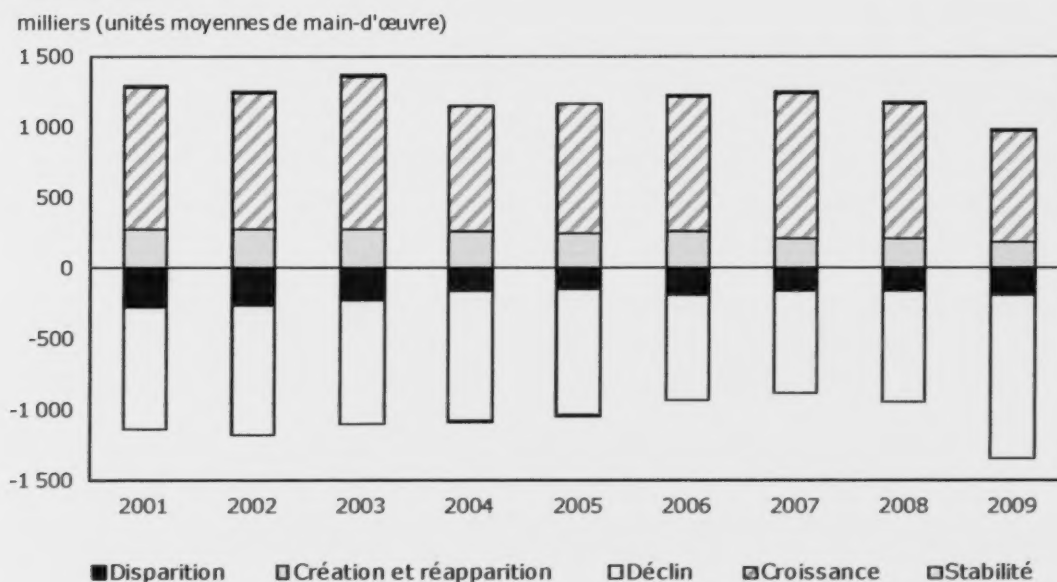
Source: Statistique Canada, Programme d'analyse longitudinale de l'emploi, 2001 à 2009.

Entre 2001 et 2009, le nombre d'emplois créés par les entreprises nouvellement créées et le nombre d'emplois supprimés en raison des disparitions d'entreprises ont connu une tendance à la baisse (graphique 6). Cette situation s'explique en partie par le fait que la taille moyenne tant des entreprises nouvellement créées que des entreprises sortantes a diminué (tableau 1; Ciobanu et Wang, 2012). En outre, vers la fin de la période, la contribution de la création d'entreprises à la création brute d'emplois et celle de la disparition d'entreprises à la suppression brute d'emplois étaient encore plus petites qu'au cours des années précédentes.

Par conséquent, les entreprises demeurées en activité ont joué au fil du temps un rôle de plus en plus important dans les flux tant bruts que nets d'emplois. Le roulement qui a eu lieu a été dans une large mesure attribuable aux entreprises demeurées en activité, celles-ci étant à l'origine d'une part plus importante de la création et de la suppression d'emplois que les entreprises nouvellement créées et les entreprises sortantes. En fait, la contribution à la croissance nette de l'emploi des entreprises demeurées en activité a été supérieure à celle des créations, réapparitions et disparitions combinées chaque année sauf en 2004 et en 2005 (graphique 7).

Graphique 6

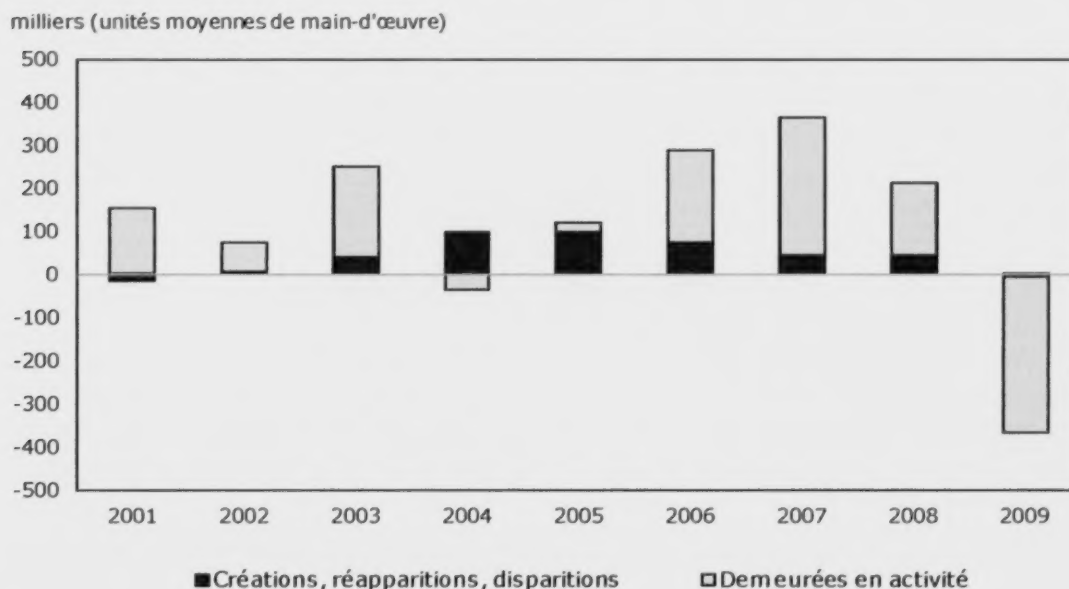
Croissance nette de l'emploi, selon la catégorie de dynamique de l'emploi, 2001 à 2009



Source : Statistique Canada, Programme d'analyse longitudinale de l'emploi, 2001 à 2009.

Graphique 7

Croissance nette de l'emploi, selon la grande catégorie de dynamique de l'emploi, 2001 à 2009



Source : Statistique Canada, Programme d'analyse longitudinale de l'emploi, 2001 à 2009.

Ainsi, les entreprises demeurées en activité ont été les plus durement touchées par l'adaptation nécessaire au cours de la période d'expansion de 2001 à 2008 et de la récession de 2008-2009. La plus grande partie de la diminution de l'emploi au cours de la récession a été attribuable aux entreprises qui ont réduit leurs effectifs mais qui n'ont pas fermé leurs portes. La probabilité d'être mis à pied était plus petite durant la récession de 2008-2009 que durant les récessions qui ont eu lieu au début des années 1980 et des années 1990 (Chan et coll., 2011), les employeurs ayant recours davantage aux semaines de travail plus courtes et moins aux suppressions d'emplois que dans le passé (Cross, 2011). Cette constatation concorde avec le rôle modeste, observé ici, que les entreprises sortantes jouent dans la suppression d'emplois, puisque les emplois perdus par suite de la fermeture d'entreprises sont plus susceptibles d'être des mises à pied permanentes.

3.4 Analyse sectorielle et sous-sectorielle

Une différence s'observe entre la dynamique de l'emploi dans le secteur des biens et dans le secteur des services au cours de la décennie. Le secteur des biens a été un destructeur net d'emplois durant quatre ans, tandis que le secteur des services l'a été seulement en 2009 (graphique 8). Il n'est donc pas étonnant de constater que le secteur des services a été à l'origine de la plus grande partie de la croissance annuelle nette de l'emploi durant la période d'expansion de 2001 à 2008.

Par contre, même si moins du tiers des travailleurs étaient employés dans le secteur des biens, plus de la moitié de la perte nette d'emplois en 2009 a eu lieu dans ce secteur. En 2009, la part de l'emploi du secteur des biens s'établissait à 26 %, ce qui représente une baisse par rapport à 31 % en 2001 (graphique 9).

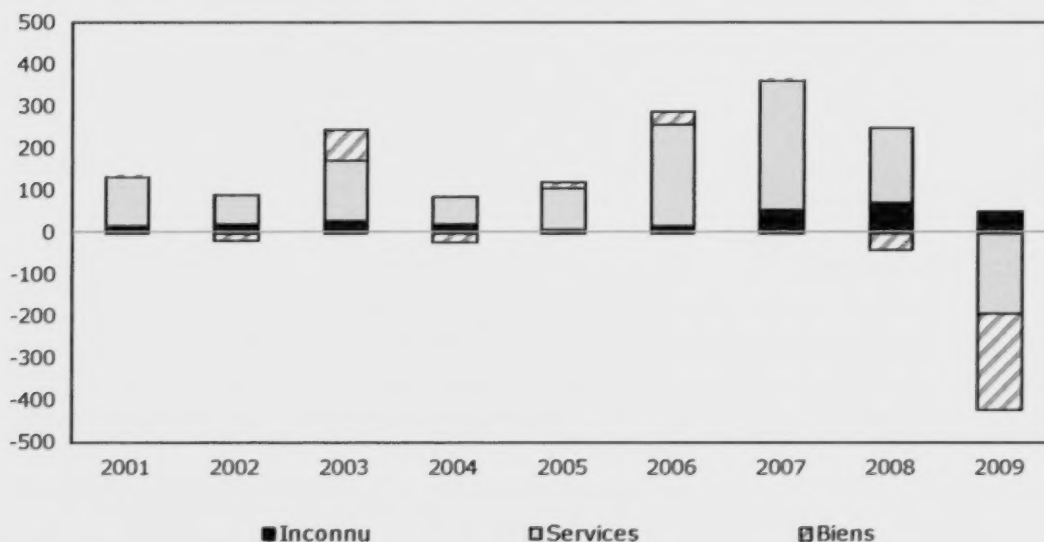
En outre, des différences s'observent entre les cinq sous-groupes du secteur des biens en ce qui concerne la croissance nette de l'emploi (graphique 10). Les sous-secteurs de la fabrication de biens durables et non durables et le sous-secteur de l'agriculture, de la foresterie, de la pêche et de la chasse ont été en général des destructeurs nets d'emplois durant la période d'expansion. Les deux autres sous-secteurs, soit celui de la construction et des services publics et celui de l'extraction minière et de l'extraction de pétrole et de gaz, ont été généralement des créateurs nets d'emplois. En 2009, toutefois, tous les cinq sous-secteurs ont subi une perte nette d'emplois. Ensemble, les sous-secteurs de la fabrication de biens durables et de la fabrication de biens non durables ont affiché une perte nette de 162 600 emplois en 2009, ce qui représente 44 % de la perte nette totale d'emplois.

Presque tous les sous-secteurs des services étaient des créateurs nets d'emplois durant la période d'expansion (graphique 11). En 2009, toutefois, seulement deux sous-secteurs, soit celui de l'éducation et des services de santé et celui des arts, des spectacles, des loisirs, de l'hébergement et des services de restauration, ont créé plus d'emplois qu'ils n'en ont supprimés. Le sous-secteur du commerce et des services connexes et le sous-secteur des services professionnels ont chacun été à l'origine du quart environ de la perte nette totale d'emplois enregistrée en 2009.

Graphique 8

Croissance nette de l'emploi, selon le secteur industriel, 2001 à 2009

milliers (unités moyennes de main-d'œuvre)



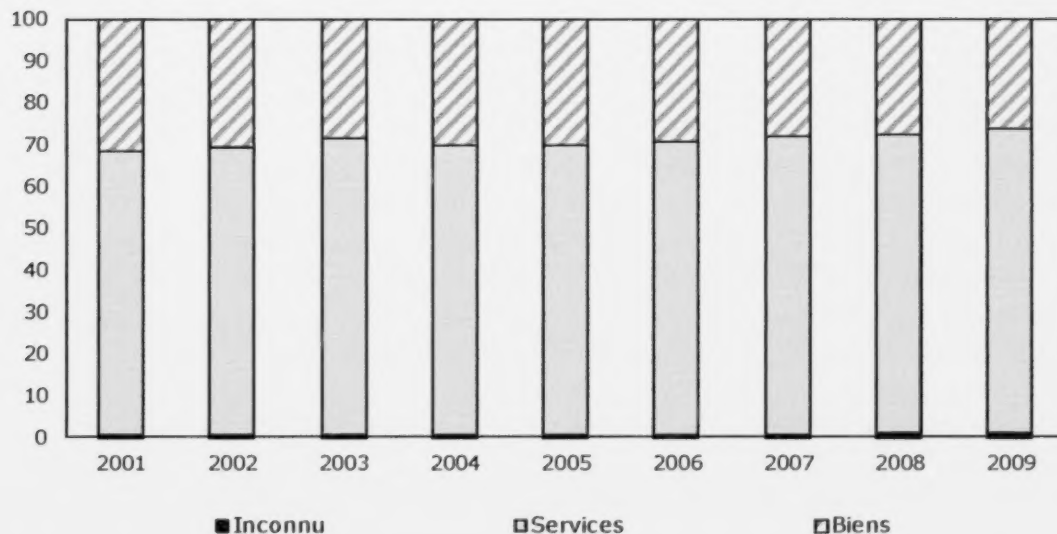
Note: Étant donné que certaines entreprises dans le fichier du PALE n'ont pas de code d'industrie, elles ne peuvent être affectées au secteur des biens ou à celui des services. Ces entreprises ont tendance à être des entreprises nouvellement créées pour lesquelles des renseignements sur le secteur n'ont pas encore été rassemblés. Étant donné que les entreprises nouvellement créées sont, par définition, des créateurs d'emplois, la croissance nette de l'emploi pour le groupe « inconnu » est positive chaque année.

Source: Statistique Canada, Programme d'analyse longitudinale de l'emploi, 2001 à 2009.

Graphique 9

Part de l'emploi, selon le secteur industriel, 2001 à 2009

pourcentage



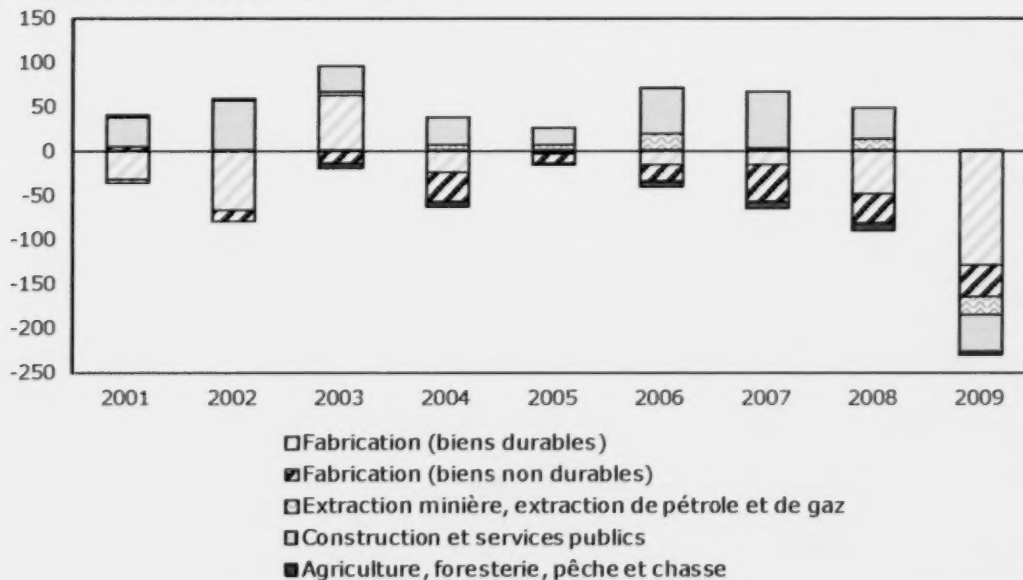
Note: Étant donné que certaines entreprises dans le fichier du PALE n'ont pas de code d'industrie, elles ne peuvent être affectées au secteur des biens ou à celui des services. Ces entreprises ont tendance à être des entreprises nouvellement créées pour lesquelles des renseignements sur le secteur n'ont pas encore été rassemblés.

Source: Statistique Canada, Programme d'analyse longitudinale de l'emploi, 2001 à 2009.

Graphique 10

Croissance nette de l'emploi dans le secteur des biens, selon le sous-secteur industriel, 2001 à 2009

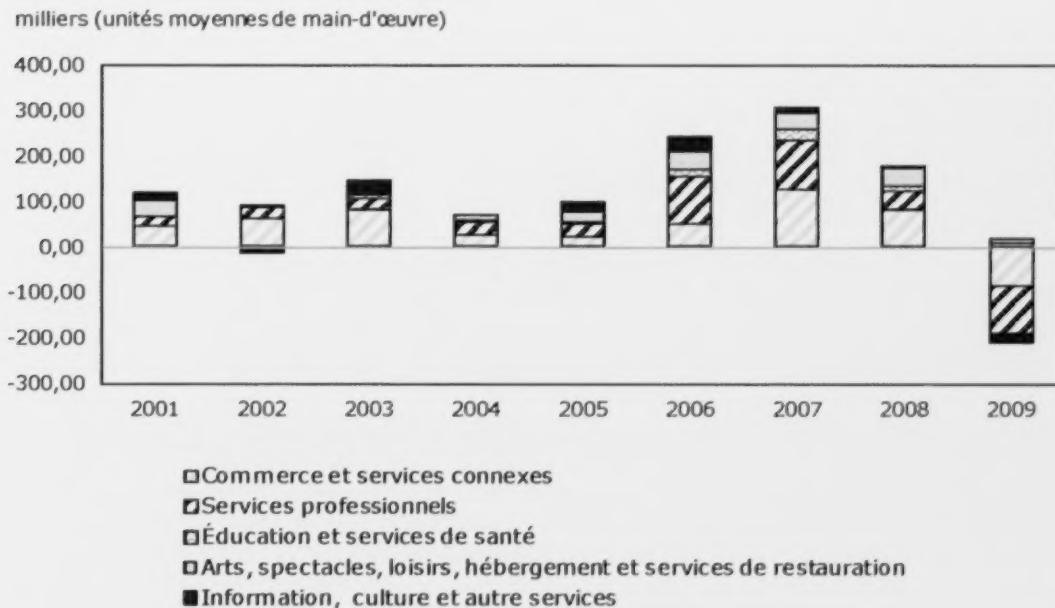
milliers (unités moyennes de main-d'œuvre)



Source : Statistique Canada, Programme d'analyse longitudinale de l'emploi, 2001 à 2009.

Graphique 11

Croissance nette de l'emploi dans le secteur des services, selon le sous-secteur industriel, 2001 à 2009



Source : Statistique Canada, Programme d'analyse longitudinale de l'emploi, 2001 à 2009.

Le secteur des biens et celui des services différaient pour ce qui est des volumes relatifs de création et de suppression d'emplois qui ont eu lieu durant la période d'expansion de 2001 à 2008 (tableau 3). Les deux secteurs avaient des niveaux comparables de création d'emplois, mais le taux de suppression d'emplois était de 1,6 point de pourcentage plus élevé dans le secteur des biens. La création brute d'emplois dans le secteur des biens s'est établie en moyenne à 11,7 % tandis que la suppression brute d'emplois a été en moyenne de 11,5 %, donnant une croissance nette de l'emploi de 0,2 %. Dans le secteur des services, le taux de création brute d'emplois de 11,9 % et le taux de suppression brute d'emplois de 9,9 % ont donné une croissance nette de l'emploi de 2,0 %. Ainsi, la différence entre les secteurs sur le plan de la croissance nette de l'emploi n'est pas attribuable à une plus faible création d'emplois, mais à des différences entre les taux de suppression d'emplois.

Les sous-secteurs qui ont connu une croissance durant la période d'expansion avaient généralement des taux plus élevés de création d'emplois et les sous-secteurs qui ont connu un déclin, des taux plus élevés de suppression d'emplois. Toutefois, le sous-secteur de l'agriculture, de la foresterie, de la pêche et de la chasse et celui de l'information, de la culture et des autres services ont eu simultanément des taux élevés de création d'emplois et des taux élevés de suppression d'emplois. En conséquence, le taux moyen de redistribution des emplois de ces deux secteurs était supérieur à 25 %.

Durant la récession, la création d'emplois a ralenti et la suppression d'emplois s'est intensifiée dans la plupart des sous-secteurs en déclin. Dans le sous-secteur de l'extraction minière et de l'extraction de pétrole et de gaz, le taux de suppression d'emplois a été supérieur à 20 %; autrement dit, un cinquième des emplois dans ce secteur ont disparu entre 2008 et 2009. Le sous-secteur de l'agriculture, de la foresterie, de la pêche et de la chasse a été le seul sous-secteur dans lequel la création d'emplois a augmenté durant la récession.

Tableau 3

Flux d'emplois, selon le secteur et le sous-secteur industriels, 2001 à 2009

Secteur ou sous-secteur	Période d'expansion de 2001 à 2008 (moyenne)						Période de récession de 2008-2009					
	Part de l'emploi	Croissance nette de l'emploi	Création brute d'emplois	Suppression brute d'emplois	Redistribution des emplois	Redistribution excédentaire des emplois	Part de l'emploi	Croissance nette de l'emploi	Création brute d'emplois	Suppression brute d'emplois	Redistribution des emplois	Redistribution excédentaire des emplois
						pourcentage						
Fabrication (biens durables)	10,7	-1,6	10,2	11,8	22,0	19,0	8,1	-13,5	4,7	18,2	23,0	9,5
Fabrication (biens non durables)	7,5	-2,5	8,2	10,7	19,0	16,4	6,1	-4,8	7,7	12,5	20,1	15,3
Extraction minière, extraction de pétrole et de gaz	1,7	3,6	13,9	10,3	24,1	19,9	1,7	-10,5	10,6	21,1	31,6	21,1
Construction et services publics	7,8	4,7	16,1	11,4	27,5	22,8	8,6	-4,1	11,0	15,2	26,2	22,1
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	1,7	-1,8	13,0	14,8	27,8	25,3	1,5	-2,8	13,6	16,4	29,9	27,1
Secteur des biens	29,4	0,2	11,7	11,5	23,2	22,3	26,0	-7,6	8,4	16,0	24,4	16,7
Commerce et services connexes	29,0	2,0	10,3	8,3	18,6	16,6	29,7	-2,6	7,4	10,0	17,4	14,8
Services professionnels	21,4	1,9	12,8	10,9	23,7	21,8	23,2	-3,9	9,8	13,7	23,5	19,6
Éducation et services de santé	2,1	3,8	15,0	11,2	26,2	22,4	2,5	2,8	11,2	8,3	19,5	16,7
Arts, spectacles, loisirs, hébergement et services de restauration	11,2	1,8	12,6	10,8	23,5	21,5	11,9	0,7	11,2	10,5	21,8	21,1
Information, culture et autres services	6,1	2,2	14,5	12,3	26,9	24,1	5,8	-2,7	9,1	11,8	20,9	18,3
Secteur des services	69,9	2,0	11,9	9,9	21,9	19,9	73,0	-2,3	9,0	11,4	20,4	18,1

Source : Statistique Canada, Programme d'analyse longitudinale de l'emploi, 2001 à 2009.

3.5 Taille de l'entreprise

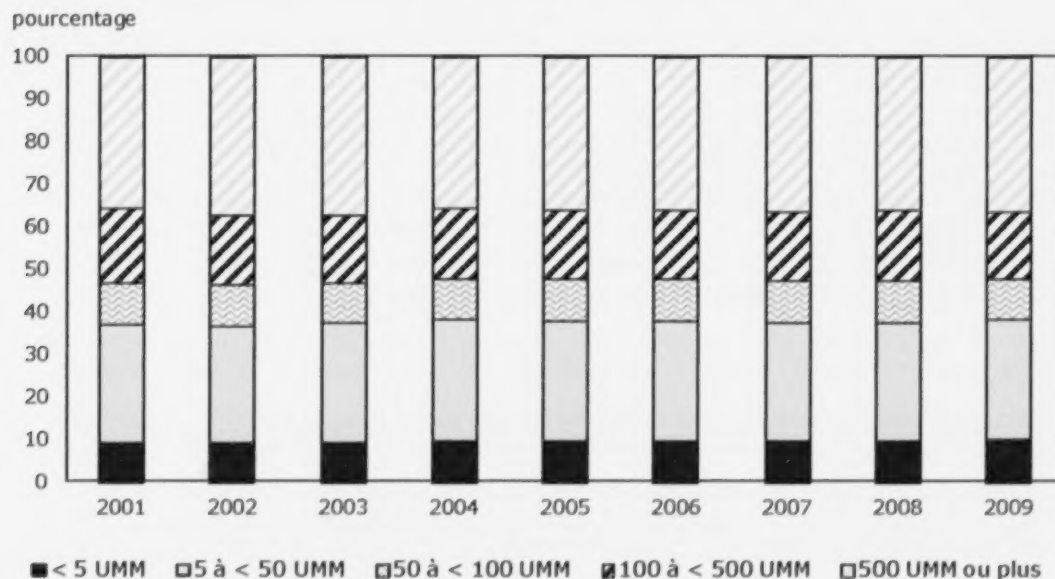
La distribution de l'emploi selon la taille de l'entreprise a été relativement stable au cours de la période étudiée (graphique 12). Le changement le plus notable est une hausse de 1,5 point de pourcentage de la part de l'emploi dans les entreprises comptant moins de 50 employés (38,4 % en 2009, comparativement à 36,9 % en 2001). Cette croissance a eu lieu aux dépens des entreprises de taille moyenne (comptant de 100 à 499 employés). Les entreprises comptant 500 employés ou plus représentaient un 36 % relativement stable de l'emploi durant toute la période.

On fait parfois des généralisations au sujet de la mesure dans laquelle une catégorie de taille donnée (p. ex., les petites entreprises) est à l'origine de la plus grande partie de la création d'emplois. La contribution des entreprises de différentes tailles à la croissance nette de l'emploi a évolué considérablement d'une année à l'autre (graphique 13). Les entreprises comptant 500 employés ou plus ont subi des pertes nettes d'emplois à quatre reprises, soit en 2001, 2002, 2004 et 2009; en fait, cette catégorie de taille représentait 50 % de la diminution nette de l'emploi en 2009. Par contre, ces grandes entreprises ont contribué de façon significative à la croissance de l'emploi en 2003, 2006, 2007 et 2008. Un gain moyen net de 41 000 emplois chaque année durant la période d'expansion de 2001 à 2008 était attribuable aux micro-entreprises (moins de cinq employés). Même si le nombre absolu net d'emplois auquel les micro-entreprises ont contribué est demeuré relativement inchangé, la part annuelle de la croissance nette de l'emploi de ces entreprises a varié considérablement en fonction de la situation dans les entreprises plus grandes.

Les flux d'emplois selon la taille de l'entreprise fournissent d'autres détails sur la nature du changement (tableau 4). Durant la période d'expansion de 2001 à 2008, le taux de croissance net de l'emploi a été d'environ 2,0 % dans les trois groupes intermédiaires (5 à moins de 50 UMM, 50 à moins de 100 UMM et 100 à moins de 500 UMM). La croissance nette de l'emploi a été sensiblement plus élevée seulement dans le cas des micro-entreprises. Les autres taux de flux d'emplois — création d'emplois, suppression d'emplois, redistribution des emplois et redistribution excédentaire des emplois — ont diminué avec la taille de l'entreprise. Conformément à la situation dans d'autres pays, tant durant la période d'expansion que durant la récession, un pourcentage plus petit d'emplois dans les entreprises comptant 500 employés ou plus ont été créés ou supprimés annuellement (Haltiwanger et coll., 2010).

Graphique 12

Part de l'emploi, selon la taille de l'entreprise, 2001 à 2009

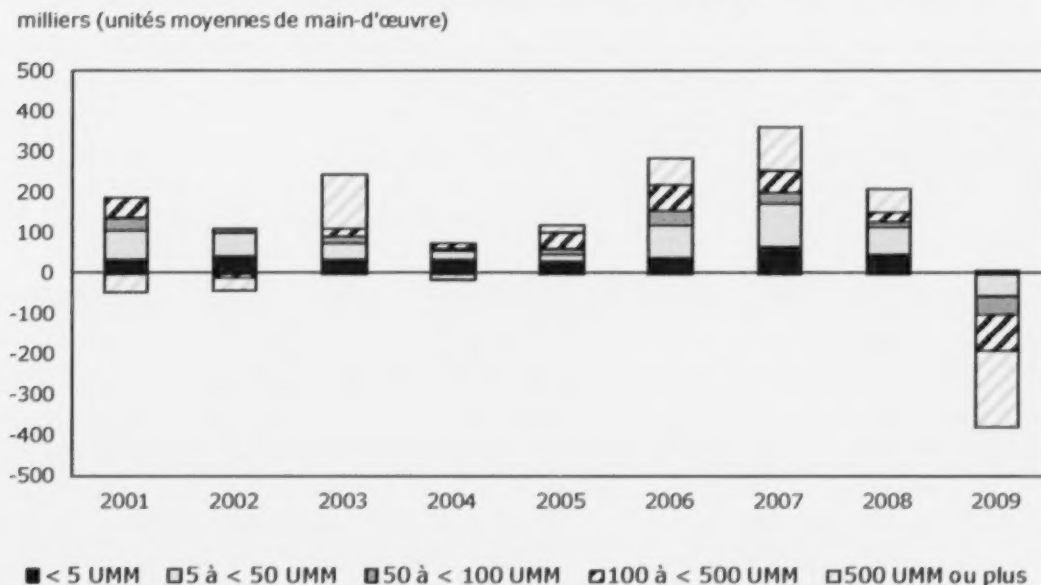


Note: UMM = unité moyenne de main-d'œuvre.

Source: Statistique Canada, Programme d'analyse longitudinale de l'emploi, 2001 à 2009.

Graphique 13

Croissance nette de l'emploi, selon la taille de l'entreprise, 2001 à 2009



Note: UMM = unité moyenne de main-d'œuvre.


Source: Statistique Canada, Programme d'analyse longitudinale de l'emploi, 2001 à 2009.

Tableau 4

Flux d'emplois, selon la taille de l'entreprise, 2001 à 2009

Emploi (unités moyennes de main-d'œuvre)	Période d'expansion de 2001 à 2008 (moyenne)					Période de récession de 2008-2009						
	Part de l'emploi	Croissance nette de l'emploi	Création brute d'emplois	Suppression brute d'emplois	Redistribution des emplois	Redistribution excédentaire des emplois	Part de l'emploi	Croissance nette de l'emploi	Création brute d'emplois	Suppression brute d'emplois	Redistribution des emplois	Redistribution excédentaire des emplois
						pourcentage						
Moins de 5	9,5	4,2	31,8	27,5	59,3	55,1	9,9	0,7	26,2	25,5	51,7	51,0
5 à moins de 50	28,0	2,0	14,3	12,3	26,7	24,7	28,4	-1,7	10,8	12,5	23,3	21,6
50 à moins de 100	9,7	1,8	11,5	9,6	21,1	19,3	9,4	-4,3	7,2	11,4	18,6	14,3
100 à moins de 500	16,6	1,9	11,6	9,7	21,3	19,3	15,7	-5,1	6,9	11,9	18,8	13,7
500 ou plus	36,2	0,9	6,9	6,0	12,9	11,4	36,6	-4,5	5,4	9,9	15,3	10,8

Source : Statistique Canada, Programme d'analyse longitudinale de l'emploi, 2001 à 2009.



4 Conclusion

La variation nette de l'emploi total, la statistique sommaire qui retient l'attention, est le résultat d'une redistribution et d'un roulement considérables de l'emploi à mesure que certaines entreprises prennent de l'expansion et que d'autres connaissent un déclin.

Certains de ces processus sous-jacents sont caractéristiques de l'économie, d'autres sont attribuables à des changements structurels particuliers à une période donnée et d'autres encore sont les résultats de chocs comme la crise financière mondiale de 2008-2009. Il est difficile de différencier les trois, particulièrement dans une analyse comme celle-ci qui porte sur une décennie seulement et sur une seule récession.

Néanmoins, plusieurs conclusions se dégagent de la présente analyse. Dans l'ensemble, les caractéristiques des flux d'emplois au Canada sont conformes à ceux observés aux États-Unis et dans d'autres pays.

Les taux de création et de suppression d'emplois ont été considérablement plus élevés que la croissance nette de l'emploi. L'emploi total a varié moins de 4 % chaque année, mais les taux tant de création que de suppression d'emplois ont été supérieurs à 8 %.

La suppression d'emplois a été plus sensible que la création d'emplois aux tendances du cycle économique. La suppression d'emplois a diminué progressivement durant la période d'expansion (passant de 12,1 % en 2001 à 9,1 % en 2008), puis est remontée fortement durant la récession (pour atteindre 12,6 %).

Les taux de création d'emplois, de suppression d'emplois et de redistribution des emplois ont diminué avec la taille de l'entreprise. Chaque année, en moyenne, les entreprises comptant 500 employés ou plus ont créé et supprimé moins de 10 % de leurs emplois, tandis que les entreprises comptant moins de 5 employés ont créé et supprimé plus de 25 % de leurs emplois.

Plusieurs des tendances observées au Canada après 2000 pourraient refléter des changements structurels, mais des recherches sont nécessaires pour pouvoir examiner ces questions plus en profondeur.

En premier lieu, le ralentissement de la création d'emplois, de la suppression d'emplois et de la réattribution des emplois, qui est comparable aux tendances observées aux États-Unis, laisse supposer une plus grande stabilité sur les marchés du travail nord-américains vers la fin de la décennie.


En deuxième lieu, la contribution des créations et des disparitions d'entreprises à la création et à la suppression d'emplois a diminué de sorte qu'à la fin de la décennie, 14 % de la création d'emplois était attribuable aux entreprises nouvellement créées et 13 % de la suppression d'emplois était attribuable à la disparition d'entreprises. Le Canada se trouve de ce fait nettement au-dessous de la fourchette de 30 % à 40 % observée dans d'autres pays, mais il faut effectuer d'autres recherches pour déterminer dans quelle mesure cette situation est attribuable à des différences sur le plan des données et des définitions.

En troisième lieu, les grandes entreprises étaient, semble-t-il, particulièrement susceptibles aux fluctuations économiques. Toutefois, ce phénomène est peut-être particulier à la période postérieure à 2000, qui a été marquée par une forte appréciation du cours du dollar canadien, entraînant une baisse de l'intensité des exportations qui a touché tout particulièrement les grandes entreprises manufacturières.

En quatrième lieu, l'augmentation de 1,5 point de pourcentage de la part de l'emploi des petites entreprises aux dépens des entreprises de taille moyenne peut être attribuable à des événements exogènes qui ont fait augmenter l'importance du secteur des services par rapport au secteur des biens plutôt qu'à un avantage dont disposent les petites entreprises. La hausse peut également être attribuable à l'adaptation du secteur manufacturier à l'appréciation du taux de change.

En cinquième lieu, la diminution de la taille moyenne de l'entreprise au cours des 10 dernières années pourrait être associée à la décroissance observée dans le secteur des biens et à la croissance correspondante observée dans le secteur des services.

Plusieurs caractéristiques de la récession de 2008-2009 se dégagent de cette analyse. Les fermetures d'entreprises ont peu contribué à la récession : moins de 15 % des suppressions d'emplois ont été attribuables aux disparitions d'entreprises tandis que les entreprises en déclin ont été à l'origine de plus de 80 % des suppressions d'emplois. En fait, durant la récession, le nombre d'entreprises n'a pas diminué mais au contraire est demeuré stable. Le secteur des biens a été durement touché, affichant une perte nette de 7,6 % de ses emplois; le pourcentage correspondant pour le secteur des services était de 2,3 %.



Bibliographie

Balakrishnan, R. 2008. *Canadian Firm and Job Dynamics*. International Monetary Fund (IMF). IMF Working Paper Series. N° 08/31. www.imf.org/external/pubs/ft/wp/2008/wp0831.pdf (consulté le 26 mars 2012).

Baldwin, J.R. 1995. *The Dynamics of Industrial Competition: A North American Perspective*. Cambridge. Cambridge University Press.

Baldwin, J.R., T. Dunne et J. Haltiwanger. 1998. « A comparison of job creation and job destruction in Canada and the United States ». *The Review of Economics and Statistics*. Vol. 53. N° 3. p. 347 à 356.

Baldwin, J.R., R. Dupuy et W. Penner. 1992. « Development of longitudinal panel data from business registers: the Canadian experience ». *Statistical Journal of the United Nations*. N° 9. p. 289 à 303.

Baldwin, J.R., et P.K. Gorecki. 1990. *Structural Change and the Adjustment Process: Perspectives on Firm Growth and Worker Turnover*. Ottawa, Ontario. Economic Council of Canada.

Baldwin, J.R., et G. Picot. 1995. « Employment generation by small producers in the Canadian manufacturing sector ». *Small Business Economics*. Vol. 7. N° 4. p. 317 à 331.

Chan, P.C.W., R. Morissette et M. Frenette. 2011. *Les travailleurs mis à pied au cours des trois dernières récessions : qui étaient-ils et quels résultats ont-ils obtenus?* Produit n° 11F0019M au catalogue de Statistique Canada. Ottawa, Ontario. Direction des études analytiques : documents de recherche. N° 337.

Ciobanu, O., et W. Wang. 2012. *Dynamique des entreprises : l'entrée et la sortie d'entreprises au Canada, 2000 à 2008*. Produit n° 11-622-M au catalogue de Statistique Canada. Ottawa, Ontario. L'économie canadienne en transition. N° 22.

Cross, P. 2011. « Comment le cycle de récession-reprise de 2008-2010 se compare aux cycles précédents? » *L'Observateur économique canadien*. Vol. 24. N° 1. Produit n° 11-010-X au catalogue de Statistique Canada.

Davis, S.J., J. Haltiwanger et S. Schuh. 1996. *Job Creation and Destruction*. Cambridge. The MIT Press.

Haltiwanger, J., R. Jarmin et J. Miranda. 2011. « Historically large decline in job creation from startup and existing firms in the 2008-2009 recession ». *Business Dynamics Statistics Briefing*. Ewing Marion Kauffman Foundation. Mars.
http://www.kauffman.org/uploadedFiles/bds_report_3-22-11.pdf (consulté le 26 mars 2012).

Haltiwanger, J., S. Scarpetta et H. Schweigner. 2010. *Cross Country Differences in Job Reallocation: The Role of Industry, Firm Size, and Regulations*. European Bank for Reconstruction and Development (EBRD). EBRD Working Paper Series. N° 116.
<http://www.ebrd.com/downloads/research/economics/workingpapers/wp0116.pdf> (consulté le 26 mars 2012).

Morissette, R., T. Qiu et P.C.W. Chan. 2011. *Comment le risque de mise à pied et les pertes de revenu des travailleurs mis à pied ont-ils évolué depuis la fin des années 1970 au Canada?* Produit n° 11F0019M au catalogue de Statistique Canada. Ottawa, Ontario. Direction des études analytiques : documents de recherche. N° 339.

Okolie, C. 2004. « Why size class methodology matters in analyses of net and gross job flows ». *Monthly Labor Review*. Vol. 127. N° 7. p. 3 à 12.
<http://www.bls.gov/opub/mlr/2004/07/art1full.pdf> (consulté le 26 mars 2012).